



Lettre de protestation auprès des autorités panaméennes

La **Centrale des métallurgistes de Wallonie et Bruxelles (MWB)** de Belgique est horrifiée et scandalisée par les informations que nos organisations syndicales partenaires viennent de nous faire parvenir ces jours-ci, en provenance du **Panama**.

La violente répression subie par les représentants des travailleurs et des mouvements sociaux en ce moment, au **Panama**, est inqualifiable, injustifiable et indigne d'un Etat qui se prétend démocratique et soucieux du dialogue et concertation sociale.

Des tués, des centaines de blessés, dont plusieurs dizaines d'entre eux très grièvement et d'autres qui ont perdu la vue suite aux tirs des policiers avec des cartouches remplies des billes à plomb, des centaines d'arrestations de travailleurs et dirigeants syndicaux, et des violations quotidiennes des droits de l'homme mettent le pays sur la liste des sociétés autoritaires et dictatoriales.

Cette situation replonge le pays dans les heures le plus sombres du passé avec son cortège de dictateurs et de responsables autoritaires.

Les **Lois 30 et 14** dénoncées par les grévistes et démocrates panaméens ont été imposées aux travailleurs et leurs représentants sans aucun dialogue ni concertation, en totale violation des règles internationales et Conventions signées par le pays. Ces lois lèsent des droits fondamentaux comme peuvent l'être le *Droit de grève* et la *Liberté syndicale* et criminalisent toute protestation sociale ou manifestation, avec des lourdes peines d'emprisonnement.

Dans cette situation de crise et d'extrême tension le Président et son Gouvernement n'arrêtent pas de jeter de l'huile sur le feu en lançant des ordres d'arrestation par centaines en direction de tous les leaders syndicaux ou sociaux du pays.

Nous condamnons vivement ces agissements irresponsables des autorités et estimons que le rétablissement de la paix sociale ne peut être trouvé que par la dérogation des lois scélérates et le retour au dialogue.

Nous exigeons également des autorités que l'on enquête, jugent et condamnent les responsables des assassinats et violations des droits des travailleurs.

La MWB, forte de ses dizaines de milliers d'affiliés et de son influence, utilisera tous ses moyens solidaires pour dénoncer la vague d'arrestations et de violences physiques à l'encontre de nos partenaires et ami(e)s, auprès des différentes institutions politiques, économiques ou sociales à travers le pays, l'Europe et le monde en vue d'arrêter le massacre de la population panaméenne.

Dans ce contexte, nous pensons que tout *Accord commercial*, d'*Association (AdA)* ou tentative de sortie de la liste noire de pays considérés comme paradis fiscaux, devrait être examiné à la lumière de cette nouvelle situation.

Beez, 12 juillet 2010